

Sos Rwanda

Transcript de l'émission de Jean Marie CAVADA:

Août 1997-juillet 1998

Poser aujourd'hui le problème d'un second génocide rwandais, n'est pas nécessairement faire du révisionnisme. Les mêmes raisons de condamner qui nous interpellaient hier sous l'émotion du choc des images de la t.v. d'abord puis les découvertes macabres sur le terrain, nous interpellent aussi aujourd'hui, sous le poids de nombreux témoignages concordants. au centre de notre préoccupation: LE RESPECT TOUT COURT DE LA VIE DE L'HOMME QUEL QU'IL SOIT.

De Gabiro à Mbandaka, en passant par Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye, Cyangugu, puis Bukavu, îles Ijwi et Bugarura, Sake, Goma, Rutshuru, Masisi, Walikale et Kisangani...à travers toute la forêt équatoriale.

Les rendez-vous que l'ONU ne devra pas manquer dans ses investigations sur les massacres de réfugiés rwandais au Congo et Boutros Ghali avait déjà dénoncé le Génocide par la Faim.

« Les massacres sont systématiques, et j'ai parlé moi-même d'un nouveau génocide. Mais j'ai vu très vite que le débat se focalise sur le mot. On ne parle plus des massacres ou des moyens de les arrêter, mais de l'opportunité ou non d'utiliser ce terme. Personnellement, je ne l'utilise plus. Je vous dirais même que je m'en fous, que je trouve cela dérisoire. La situation est insupportable. Voilà pour moi, la seule chose qui compte ». (Témoin oculaire occidental qui a tenu à garder l'anonymat, mais dont le rapport bien connu de l'ONU avait inspiré l'idée d'une force multinationale pour la protection des réfugiés. Les E.U. ayant empêché son déploiement, leur extermination devait suivre).

LE SILENCE COMPLICE

« Tout ce que nous savons, tout ce que nous avons vu et entendu, est connu des gouvernements, est connu de l'équipe responsable de mener cette enquête internationale que nous réclamons depuis plusieurs mois » (Sergio Vieira De Mello, haut commissaire adjoint de l'ONU sur les réfugiés-HCR-) Mai 1997.

Kinshasa avait beaucoup insisté sur l'élargissement de la période couverte par les investigations à mener, pour tenir compte des exactions commises sous le régime Mobutu. A l'œuvre, les enquêteurs se rendront bien compte qu'il devait s'agir aussi de l'élargissement du territoire des investigations. L'implication des soldats rwandais du nouveau régime impose à tenir compte également des massacres commis à l'intérieur du Rwanda par les mêmes soldats avec les mêmes méthodes qu'ils sont allés appliquer au Zaïre.

« On est frappé de la ressemblance des récits, la similarité des expériences. Du nord au sud, d'est en ouest, les mêmes méthodes ont été employées, systématiquement et de façon planifiée. » (le témoin occidental)

Dans ce document, nous voulons mettre à la disposition des lecteurs intéressés les témoignages récents diffusés par les media occidentaux après avoir gardé très longtemps un silence troublant sur les alertes de massacres à l'est du Zaïre. Comparés avec les récits déjà connus grâce aux publications de Stephen SMITH dans le quotidien français LIBERATION, on est encore une fois frappé en effet par la ressemblance des expériences et des méthodes qui reflètent une réelle planification de l'élimination des réfugiés.

Déjà dans son rapport mis à la disposition de l'ONU, et publié intégralement dans LIBERATION numéro 4916 du lundi 10 mars 1997 pendant que les forces de Laurent Désiré Kabila évoluaient encore à l'est du Zaïre et progressaient vers l'ouest, le témoin occidental expliquait que selon les estimations, 653.000 réfugiés rwandais hutu n'ont pas traversé la frontière lors de la marée humaine du retour obligé.

« Pour les rebelles tutsi, écrit-il, les réfugiés hutu constituent un objectif militaire. Un rebelle tutsi ne s'en cache pas à un barrage routier à Rumangabo (au nord de Goma); il me déclare le 19 Déc.1997: &Ces derniers sont comme une peste, si je les rencontre en brousse, je dois les éliminer.& La dialectique des rebelles, poursuit le témoin, consiste à dire que les réfugiés qui ne sont pas rentrés au Rwanda, sont tous des génocidaires. »

Commentaires du témoin occidental sur ces propos:

« Il est évident que ceux qui ont participé aux atrocités de 1994 ne pouvaient en aucun cas rentrer au Rwanda, mais beaucoup d'innocents ne le pouvaient pas non plus (le H.C.R. estime en général que 7% seulement des réfugiés ont participé aux tueries). Les intellectuels, par exemple, les gens des administrations, toute personne qui possédait quelques biens, en particulier dans les villes. Tous ceux-là craignaient de retourner. Beaucoup enfin n'ont pas pu rentrer, tenus en otage par les ex-FAR qui ont cru utiliser leurs populations comme bouclier. Les pressions dans les camps étaient soit physiques (menaces), soit psychologiques (peur). Appeler génocidaire tout réfugié hutu vise à légitimer aux yeux de l'opinion internationale, mais aussi des propres troupes rebelles, l'utilisation de la force, voire l'élimination totale de ces réfugiés. »

« Des charniers très nombreux témoignent de la volonté systématique d'en finir avec les réfugiés, et de l'objectif militaire que ces réfugiés ont représenté depuis le début de la guerre. Ces charniers existent partout mais ils sont toujours cachés et très difficiles d'accès. Il est évidemment extrêmement dangereux d'être surpris par les rebelles évoluant dans une de ces zones: c'est l'exécution immédiate. »

Le haut commissaire adjoint de l'ONU pour les réfugiés était l'invité de l'émission de la troisième chaîne de T.V. française FRANCE 3, LA MARCHÉ DU SIECLE animée par Jean Marie CAVADA un soir de mai 1997. Cette émission de T.V. comme des reportages de presse qui l'ont précédé; notamment les enquêtes de Stephen SMITH dans LIBERATION; les témoignages de réfugiés rwandais et burundais, hommes, femmes et enfants ainsi que des villageois zaïrois, les rapports des ONG et Organisations humanitaires ou des missions de l'ONU rapportés parfois par les agences de presse; ajoutés à tout cela, quelques reportages Radio, le doute n'est plus permis.

On sait tout effectivement sur l'extermination systématique des réfugiés au Zaïre avec les méthodes identiques à celles pratiquées au Rwanda, notamment dans les zones comme GABIRO dans le Mutara de l'ancien parc national, tenues longtemps inaccessibles par le public, les observateurs des droits de l'homme, les organisations humanitaires et la presse internationale. (Enquêtes-reportages S.S. in LIBERATION citées ci-haut)

Le rapport du témoin occidental anonyme souligne que: « les témoins directs doivent se taire; ou ne peuvent parler que sous le couvert de l'anonymat. Et parlant, ils risquent la mort ou l'expulsion, ou ils font prendre le risque au personnel resté sur place. Les journalistes eux-mêmes, ceux qui cherchent l'information en dehors des états majors, se sentent visés, et n'hésitent pas à soumettre leurs articles aux nouvelles autorités pour réaction avant publication. S'ils interrogent quelqu'un en public, dans une foule, une personne dans cette foule est en général chargée de surveiller les propos tenus: les gens le savent et se taisent. Si bien qu'il est très difficile d'obtenir des informations cruciales de la population. Les journalistes indépendants qui osaient au Rwanda dénoncer les abus du régime actuel à Kigali, ont été tués, emprisonnés ou intimidés par tous les moyens. De même, au début de l'invasion de l'est du Zaïre, tous les journalistes et organismes présents à Goma ont été évacués des locaux du H.C.R., où ils s'étaient rassemblés le vendredi 1er Nov.96, par le major David de l'APR, alors que les combats faisaient rage dans Goma. Les journalistes étaient tous à la frontière, empêchés d'entrer, jusqu'à ce que tous les cadavres qui jonchaient la ville aient été enterrés. Et quand ils ont eu l'autorisation enfin d'entrer dans Goma, aucun journaliste n'a pu dépasser Sake pour se rendre à MASISI, par exemple, ou à WALIKALE, alors que chacun sait que ce sont ces routes que les réfugiés ont prises pour aller vers KISANGANI. »

Ainsi par exemple, on aura peut être jamais la confirmation des informations selon lesquelles des corps de cadavres tués au Rwanda auraient été transportés des nuits durant dans des camions qui franchissaient la frontière du Zaïre pour être dissimulés et confondus avec les victimes de l'est du Zaïre en guerre. (indiscrétions de soldats gouvernementaux du Rwanda confirmées également par des soldats congolais témoins des déchargements macabres.

De mêmes sources, bon nombre des réfugiés rapatriés au Rwanda auraient été achevés sur le terrain de chasse des rebelles infiltrés au nord-ouest du Rwanda où l'APR a passé des mois dans des opérations de nettoyage de « la peste ».

Toutefois, les massacres de KISANGANI et ceux de MBANDAKA éloignés d'environ 800 km permettent d'apprécier le caractère systématique et méthodique de l'extermination, à l'instar des massacres et de la dissimulation des preuves pratiquées à l'est du Rwanda d'abord, puis aujourd'hui dans le nord ouest. Nous reproduisons ici les reportages de presse écrite et audiovisuelle qui sont à l'évidence des références obligées. Chacun appréciera par comparaison avec les révélations et les conclusions de l'enquête de l'ONU.

Mai 1997: LA MARCHE DU SIECLE

La T.V. FRANCE 3 propose à ses téléspectateurs LA MARCHE DU SIECLE, l'émission populaire animée par Jean Marie CAVADA. Le thème prévu concerne les massacres de réfugiés rwandais hutu à l'est et les circonstances de la prise de Kinshasa à l'ouest de ce qui s'appelait encore pour quelques heures le Zaïre, par les forces de l'Alliance de Laurent Désiré KABILA; devenu depuis président autoproclamé de la République Démocratique du Congo.

La MARCHE DU SIECLE titre ce soir là:
REFUGIES EXTERMINATION

Les événements de l'est sont présentés dans un dossier de reportages signés et commentés par Isabelle DOUMENC et Jérôme PIN. Ci-dessous le script fidèle du dossier de l'est. (seuls les commentaires qui n'auraient pas de sens sans les images qu'ils accompagnent n'ont pas été retenus à la place des pointillés)

SPEAKER: La forêt équatoriale de KISANGANI. Un milieu humide particulièrement hostile. L'ultime refuge pour des milliers de réfugiés hutu rwandais. Pourchassés, ils se sont terrés à l'abri des arbres. Mais la faim les a fait ressortir sur la piste...Les soldats de l'Alliance contrôlent la zone.

Depuis fin avril, ils permettent la présence des agences humanitaires, mais seulement quatre heures par jour. A peine le temps pour le PAM de déposer de la nourriture en vrac sur la piste. Seuls les plus forts auront de quoi à manger...Chaque jour, 70 à 120 cadavres sont ramassés, victimes principalement d'épuisement et de faim...Alertées par l'importance du nombre de blessures par balles ou armes blanches et par le récit des réfugiés, des associations humanitaires comme MSF ou l'UNICEF ont commencé à parler de massacres. Chaque jour les camions qui sortent de la forêt apportent leurs lots de blessés. Des preuves supplémentaires des exactions dont ils étaient les victimes...

Sur la piste au Km 41, l'UNICEF constate que personne n'a été épargnée.

NIGEL FISHER, directeur du département d'urgence d'UNICEF raconte:

« Parmi ces enfants qu'on a évacués hier, comme je dis, 146, la moitié avait des blessures par machettes et beaucoup étaient blessés par balles...c'était très clair que les enfants étaient attaqués. Et ils ont tous des histoires de famille, de parents tués ainsi... (une petite fille raconte le récit de la mort de sa maman fusillée à bout-portant devant elle par un soldat)... Il y avait des massacres... »

SPEAKER: Le 07.05.1997, le président de la commission rwandaise du rapatriement le Dr.Kabayija, un proche de l'homme fort du Rwanda Paul KAGAME, s'est rendu sur les lieux. Nous avons profité de cette visite pour lui demander qui avait attaqué les réfugiés hutu rwandais. Selon sa version, les militaires n'ont rien à voir avec les événements.

Dr.KABAYIJA: Les réfugiés nous ont décrit la manière dont ils ont été attaqués par des villageois et des milices, comment ils se sont enfui dans la nuit. Et quand on essaie d'en savoir un peu plus, tous nous disent qu'ils ont entendu des coups de feu et ils se sont enfui.

Reporter: A quoi faites vous allusion quand vous parlez de milices locales?

Dr.KABAYIJA: Les réfugiés ont dit qu'il y avait des gens qu'ils ont assimilés à des Zaïrois et en ont conclu que c'était des civils.

SPEAKER: A cette époque, les militaires de l'Alliance, les forces de libération de Laurent Désiré Kabila contrôlaient déjà tout l'est du Zaïre, et notamment la région de KISANGANI où ont été perpétrés des massacres. Le vice-président régional de l'Alliance nous donne la version officielle de ces événements:

MASIRIKA RISASI(vice-président de l'AFDL pour la province du Haut-Congo):

C'est-à-dire, les informations qui nous sont parvenues, les réfugiés ont attaqué les villageois. Ils ont tué même quelques villageois. Il faut vous dire que ces réfugiés, il y a même parmi eux des réfugiés qui ont des armes. Alors c'est ainsi qu'ils ont attaqué des villageois voire même tué...Les villageois n'étaient pas armés. C'est peut être les soldats qui ont fui la guerre parce qu'ils sont nombreux dans la forêt.

SPEAKER: Pour cet officiel, les responsables seraient les soldats de l'ancien régime du président Mobutu. Pourtant les témoignages que nous avons pu recueillir mettent en cause directement les soldats de l'Alliance, les soldats du nouveau régime. A KISANGANI, les réfugiés acceptent de nous raconter ce qui s'est passé. Au début du mois d'avril, selon les estimations des Nations Unies(H.C.R.), ils étaient 50.000 dans le camp de Kasese et plus au sud 30.000 dans le camp de Biaro. Les agences humanitaires qui avaient organisé ce regroupement venaient chaque jour s'occuper d'eux. Lundi 21 avril 1997, les militaires de l'Alliance ont fermé la zone aux humanitaires pour soi-disant des raisons de sécurité. Selon eux, des réfugiés auraient tué des villageois zaïrois. Quoi qu'il en soit, dans l'après midi, des villageois zaïrois attaquent le camp de Kasese pour piller les stocks de médicaments et de vivres. Ils blessent des réfugiés à coups de machettes. Le lendemain très tôt le matin, le camp va être à nouveau attaqué. Voici le récit d'une femme qui a tenu à rester anonyme:

Une réfugiée du camp de Kasese, mardi 22 avril 97: On a commencé à entendre des coups de fusils à partir de là où commençait le camp. Tous les hommes, aucun n'a pu échapper. Ils ont commencé par des hommes, et les femmes s'enfuyaient, mais aucun homme ne pouvait fuir.

SPEAKER: Cet homme se trouvait lui aussi dans le camp ce matin là. Pour ce réfugié burundais, l'identité des agresseurs ne fait aucun doute.

Le réfugié burundais: C'étaient des militaires rwandais, burundais et ougandais. Nous les reconnaissons par des bérets premièrement. Les militaires burundais, moi je les connais personnellement. Les militaires ougandais je les connais; eux ne parlaient pas. C'étaient les militaires burundais et rwandais qui parlaient. Ils parlaient en Kinyarwanda. Tout ce qu'ils nous disaient, ils parlaient en Kinyarwanda.

Une réfugiée: Alors ils ont dit: « vous pouvez laisser vos bagages, ça ne sert à rien de vous fatiguer pour ce voyage parce qu'on doit faire vite...l'opération de trois jours doit se faire vite ». Ils se parlaient entre eux. Ces bagages vont nous faire traîner. Alors le petit groupe de Zaïrois les aidait à taper sur nous pour nous faire marcher vraiment vite vite vite. Il y avait embouteillage sur la route dans la forêt.

SPEAKER: Les militaires emmènent les réfugiés jusqu'au Km 52. Et là de façon systématique, ils les tuent. Ces femmes ont réussi à s'enfuir dans la forêt. Elles témoignent:

Une réfugiée: Les gens étaient très nombreux et séparés en groupes. Il y avait beaucoup de militaires. Comme il y avait beaucoup de monde sur la route, ils arrêtaient la file de gens à certains endroits. Ils les faisaient passer par petits groupes. Et quand ces groupes arrivaient devant eux, les soldats leur tiraient dessus.

Une autre réfugiée: Les hommes, les femmes et les enfants, tout le monde était tué sans distinction. Il y avait tellement de cadavres qu'il était impossible de les compter. Il y en avait plus que des herbes.

SPEAKER: Lui il était au Km 51, il entendait les coups de feu au loin quand un militaire zaïrois s'est approché de son groupe.

Le même réfugié burundais précédemment cité : Il est venu, il nous a dit: « En tout cas vous êtes bêtes. Rester ici!. Il y a les militaires qui sont là, qui sont en train de massacrer les autres, pourquoi rester ici? » C'était un zaïrois. Il a dit en Kiswahili, il a dit comme ça: «Muko munasubiri nini hapa? Muyingiye mu poli»; c'est-à-dire qu'est ce que vous faites encore ici? Entrez dans la forêt. Entrez dans la forêt, les autres sont en train de périr. Qu'est ce que vous êtes en train de faire ici?...Lui il a pris son petit bâton, il a commencé à taper les gens: entrez, entrez, moi j'ai pitié de vous, entrez. Il faut que vous entriez dans la forêt. On a attendu les réactions du militaire jusqu'à ce qu'il tire en l'air. Il a tiré en l'air pour que tout le monde puisse fuir.

SPEAKER: Au bout de trois jours passés dans la forêt, cet homme en ressort pour chercher à manger. Il découvre des cadavres.

REPORTER: Et des cadavres vous en avez vu combien?

Le réfugié burundais: Ah c'était beaucoup.

REPORTER: Sur la route, dans les champs?

Réfugié burundais: Non. Au niveau de la forêt. Sur la route, ils étaient entassés...Au niveau du Km 51...ils étaient entassés. Il y avait des corps entassés qui attendaient l'enterrement. Entassés au niveau de la route; tout au long de la route.

Une réfugiée de Kasese: Ils ont fait vite vite pour que le H.C.R. et les ONG trouvent le moins de gens possible. Ils ont vite enterré; c'est ca leur secret. Ils tuent et ils font disparaître directement les cadavres.

[Un officiel intervient niant les attaques des camps et démentant la présence de soldats rwandais, burundais et ougandais dans l'AFDL]

REPORTER: Nous avons essayé de nous rendre sur les lieux au Km 52. A la sortie du village de Biaro, des militaires gardent une barrière. On nous empêche de passer. Les agences humanitaires et celles des Nations Unies ont elles aussi essayé de franchir cette barrière. Sans succès. Seuls des militaires de l'Alliance ont accès à la zone. Nous avons réussi à rencontrer l'un d'entre eux. Un militaire zaïrois de l'Alliance. Dans cet entretien tourné en camera cachée, ce militaire révèle ce qui se passe au Km 52; c'est-à-dire au-delà de la fameuse barrière.

Le militaire zaïrois de l'Alliance: Moi je vois comment ils massacrent les frères. Ils les appellent les ennemis. Quand ils voient leurs ennemis, ils vont dans la brousse et tu entend les coups de balles...un massacre. Et on les rassemble, on les brûle.

REPORTER: Comment ils font pour les brûler? Vous faites des trous, vous mettez des corps?

Le militaire zaïrois de l'AFDL: Non on fait pas des trous. Auparavant on faisait des trous. Mais on a vu que peut-être un jour on pourrait faire l'enquête; on prenait tous les corps là et puis on commence à brûler.

REPORTER: L'unique preuve de cette affirmation[une photo à l'écran], cette photo prise dans la zone entre le 12 et le 20 mai 1997. Ces rondes de bois servaient à brûler les corps. Ils sont transportés de nuit par des camions venant de KISANGANI. Le H.C.R. qui survole régulièrement la région, confirme avoir vu à cette époque des colonnes de fumées au-dessus de la zone du Km 52. D'après le témoignage de ce militaire, les massacres continuent alors que début mai, le H.C.R. et les agences humanitaires au nord de la barrière rapatrient des réfugiés ressortis de la forêt. Au sud de cette même barrière, on continuerait à tuer d'autres réfugiés.

REPORTER(Q): Et aujourd'hui ça continue encore tous les jours?

LE MILITAIRE(R): ...Si si

Q: On continue à tuer encore?

R: Si si

Q:; Ceux qui sont dans la forêt?

R: Si si

Q: Ceux qui sortent de la forêt on les tue?

R: Si...on les tue

Q: Est-ce que toi tu es obligé d'assister à ça tous les jours?

R: Si. Je vois comment on tue les gens.

Q: Depuis une semaine par exemple, devant toi, combien de personnes ont été tuées?

R: Entre 2000 ou 3000, disons c'est trop. ...plus d'un millier de personnes. Je ne peux pas compter. On tue les gens en plein air comme ça.

Q: Qui est-ce qui fait ça?

R: Ce sont les militaires rwandais qui font ça

Q: Est-ce que le commandement militaire à KISANGANI est au courant de ça?

R: Si si. Il y a même le chef des opérations. Il vient souvent ici...moi je le connais très bien.

Q: Comment il s'appelle?

R: C'est un Rwandais, c'est un Rwandais Masudi

Q: Il a quoi comme grade?

R: Il est capitaine.

REPORTER: Au commandement militaire de KISANGANI, nous n'avons pas eu l'autorisation de voir le capitaine Masudi, mais son unité existe. Elle fait partie des forces de l'Alliance dirigée par Laurent Désiré Kabila.

Q: Quand Kabila est venu, il était au courant de ce qui se passait?

R: Il était au courant. Il a même dit qu'on fait la publicité des morts.

Q: Comment ça? Qu'est-ce que ça veut dire?

R: Parce qu'on a dit: on tue les gens...lui il s'en fout.

Q: Donc il est au courant depuis le début?

R: Il est au courant. Il connaît tout.

REPORTER: Les soldats tutsi rwandais seraient donc responsables de ces massacres. Trois ans auparavant au Rwanda, la population tutsi a été victime d'un génocide perpétré par les hutu. Aujourd'hui, dans l'est du Zaïre, ce sont les réfugiés hutu qui sont éliminés.[suite interview du militaire zaïrois]

R: Quand ils voient un Hutu, quel que soit son âge, ils le tuent.

Q: Ils n'ont jamais eu pitié même pour les petits enfants?

R: Même pour les petits enfants. Eux, ils raisonnent que ces petits là vont grandir et puis un jour ils vont faire la revanche...Tous ces enfants voient comment on massacre leurs parents...Et plus tard...il faut tuer tous. Il faut éliminer les témoins.

Q: Tu avais besoin d'en parler, de le dire, ou ça vous faisait mal?

R: Ca me faisait mal. Tuer des gens comme ça...d'abord il y a des innocents. C'est contre l'humanité ça.

Q: Et si un jour il y a une enquête de l'ONU, tu témoigneras?

R: A condition que...

Q: Que ton anonymat soit préservé?

R: Si si

Suivent des témoignages et débat sur le plateau de LA MARCHÉ DU SIECLE

Jean Marie CAVADA(JMC) introduit Jean Hervé BRADOL(JHB) de MSF.

JHB-MSF: Ce que nous voulons dire, c'est que depuis 7 mois dans les territoires contrôlés par l'Alliance, à peu près tous les moyens sont mis en oeuvre pour se débarrasser du plus grand nombre de réfugiés, y compris l'utilisation des organismes d'aide comme appât pour les réfugiés.

JMC: Comment ça?

JHB-MSF: Bien vous savez que pour aider les réfugiés à sortir de la forêt nous organisons le long de la route ce qu'on peut appeler des postes de premiers secours où sont disponibles de l'eau potable, des médicaments, des biscuits hyperprotéinés. Et nous avons remarqué que les militaires de l'Alliance n'hésitaient pas à faire eux-mêmes la publicité pour ces postes de premiers secours auprès des villageois zaïrois pour qu'ils informent les réfugiés qui pouvaient sortir de la forêt;...et qui profitaient de la sortie des réfugiés de la forêt vers ces postes de premiers secours pour les intercepter et les massacrer. Donc même notre travail...(interrompu par JMC)

JMC: Aux abords des routes ou à l'intérieur de la forêt?

JHB-MSF: A l'intérieur de la forêt, en chemin avant l'arrivée sur la piste au poste de premiers secours.

JMC: Vous êtes formel, vous avez été témoin de ces choses?

JHB-MSF: On n'a pas été témoin de massacres, mais on a eu des informations par les chefs des villages zaïrois, par les paysans zaïrois de la région qui nous ont signalé que notre travail servait maintenant à cette entreprise de liquidation des réfugiés...

JMC: Et là vous avez choisi, quels que soient les risques de sécurité de vos équipes, de les maintenir pour qu'elles puissent témoigner...

JHB-MSF: Le silence est la condition à ce que ces massacres puissent continuer. Si on ne peut pas informer de l'existence de ces massacres, il y a toutes les chances pour qu'ils se perpétuent dans une totale indifférence

JMC: Merci M.Bradol. Voici M.Sergio VIEIRA DE MELLO, haut commissaire adjoint de l'ONU pour les réfugiés (H.C.R.). Vous, vous avez choisi une stratégie différente qui est celle de ne pas exposer les gens du H.C.R. qui ne pouvaient plus faire leur travail?

SVDM-HCR: ...Nous avons fait un certain nombre de déclarations publiques. Nous avons vu un certain nombre de choses. Nous avons entendu les témoignages comme nous venons d'en entendre dans l'émission.

JMC: Vous confirmez les colonnes de fumée repérées par les avions du H.C.R.?

SVDM-HCR: Oui.

JMC: Au-dessus de bûchers potentiels mais on en sait rien réellement en tout cas de feu.

SVDM-HCR: Exactement. Vous survolez le Zaïre, vous verrez beaucoup de colonnes de fumée. Ce sont des indices. Et il y en a un peu trop ces derniers temps. Tout ce que nous savons, tout ce que nous avons vu et entendu est connu des gouvernements, est connu de l'équipe responsable de mener cette enquête internationale que nous réclamons depuis plusieurs mois.

JMC: M.Vieira de Mello, dès l'attaque des camps des réfugiés au Zaïre, c'est-à-dire à l'automne dernier dès que ça a commencé, vous saviez ou non que plusieurs centaines de milliers d'entre eux avaient fui dans la forêt équatoriale? Qu'avez vous fait? Qu'avez vous pu faire? Qu'avez vous demandé qu'on fasse pour protéger ces vies et défendre ces gens?

SVDM-HCR: C'est une très bonne question. Vous l'avez dit tout à l'heure, environs 600 ou 650 milles sont rentrés en quelques jours vers la mi-novembre. Les autres Rwandais, Burundais se sont enfuis vers l'ouest. Nous les avons suivis grâce à des avions de reconnaissance occidentaux qui d'ailleurs nous ont donné des informations contradictoires selon la nationalité de ces avions comme vous pouvez l'imaginer, ce qui prouve d'ailleurs que les statistiques ont été manipulées à des fins politiques et non pas à des fins humanitaires. Et chaque fois qu'on pouvait reprendre contact avec eux, on l'a fait. Mais les forces de l'Alliance avançaient comme vous le savez et repoussaient graduellement ces groupes de réfugiés vers l'intérieur du Zaïre, rendant notre tâche de plus en plus difficile. Un point important: qu'est-ce que nous avons réclamé? Vous vous souviendrez que le H.C.R., les Nations Unies, je parle du secrétariat général des Nations Unies, avaient beaucoup compté sur une force multinationale qui a d'ailleurs été autorisée par une résolution qui a été adoptée le 15 novembre et dont nous attendons toujours le déploiement.

[Depuis, on sait que ce déploiement n'a pas eu lieu car il aurait empêché ou gêné l'invasion du Zaïre; il aurait en tout cas permis d'éviter l'extermination des réfugiés, ce qui était l'un des objectifs de l'invasion]

C'est l'enquête de S. SMITH dans le quotidien français LIBERATION du 27 Février 96 qui nous avait révélé l'existence au Rwanda de ce qu'il convient bien d'appeler des fours crématoires à GABIRO dans l'ancien parc national où comme à Masaka à l'est de Kigali, les corps étaient brûlés et les restes enterrés au bulldozer. La même méthode des bûchers pour faire disparaître les traces de massacres a été largement utilisée à l'est du Zaïre d'après des témoignages disponibles.

Un génocide est-il acceptable pour payer un autre? Il est troublant

de constater à quel point les milieux politiques et de presse internationaux n'accordent pas l'attention qu'il mérite, au génocide rampant qui se perpétue sur le peuple rwandais, cette fois-ci dirigé contre l'ethnie hutu. C'est pourquoi, il convient de rendre hommage à tous ces rares journalistes qui ont eu le courage de témoigner sur l'extermination progressive d'une autre partie de la population rwandaise mais aussi de condamner toutes ces Agences et Rédactions qui se taisent ou tout au plus se contentent de publier les communiqués radiodiffusés par le pouvoir de Kigali.

Le journaliste Stephen SMITH expliquait qu'on peut dire que le génocide de 1994 a opéré un changement de vitesse: maintenant 30.000 ou 40.000 morts, ce n'est plus grand chose, alors qu'avant le génocide, quand il y avait des massacres qui faisaient 350 morts, on poussait des cris. On est entré dans un univers tellement fou qu'après la mort de 800.000 personnes dans le génocide de 1994, on a presque tendance à dire que 40.000 morts, ce n'est pas beaucoup alors que c'est monstrueux.

MARDI 05.08.1997: La Radio T.V. Belge Francophone-RTBF-propose à ses auditeurs un témoignage sur les massacres de MBANDAKA. Un récit qui explique les réticences de Kinshasa contre la visite de la commission d'enquête de l'ONU en cette ville de l'ouest.

PRESENTATEUR RTBF vers 7H12: Un témoignage sur un massacre de réfugiés rwandais hutu à l'ouest du Congo. C'était quelques jours avant la prise de Kinshasa dans la ville de MBANDAKA, le long du fleuve Congo à 500 km au nord de Kinshasa. Ce témoin direct se trouvait dans la ville à cette époque. Il attribue le massacre aux soldats tutsi de l'Alliance de Laurent Désiré Kabila. Et toujours d'après ce témoin, les réfugiés civils étaient clairement reconnaissables des soldats de l'ancienne armée rwandaise que l'Alliance pourchassait. François Ryckmans a pu interviewer ce témoin crédible qui veut rester anonyme. Ce témoin raconte notamment que tout le monde sait à MBANDAKA: la fusillade au port a duré trois heures.

(suit un extrait du témoignage annoncé pour diffusion intégrale à 7H45)

PRESENTATEUR RTBF: 7H45: Comme annoncé tout à l'heure nous allons donc entendre un témoignage sur un massacre de réfugiés rwandais hutu à l'ouest du Congo dans la ville de MBANDAKA à 500 km au nord de Kinshasa. Le massacre se serait déroulé quelques jours avant la chute de la capitale congolaise. Une interview que vous avez réalisée sur place la semaine dernière François Ryckmans.

François Ryckmans: Oui c'est l'interview d'un témoin direct, un Congolais qui attribue formellement le massacre de MBANDAKA aux

soldats de l'AFDL, l'Alliance de Laurent Désiré Kabila. Le témoin est d'ailleurs plus précis encore puisqu'il l'attribue explicitement à certains soldats de l'Alliance; les soldats tutsi qui participaient à l'offensive. Ce témoin explique aussi qu'il était impossible qu'il y ait une méprise entre réfugiés rwandais civils et les soldats, les anciennes forces armées rwandaises alliées des forces armées zaïroises; des soldats que l'Alliance de Laurent Désiré Kabila pourchassait.

Ce témoin est Congolais et se trouvait à l'époque pour quelques temps à MBANDAKA. Il veut rester anonyme. Nous avons transformé sa voix. Ce témoin est crédible. Son récit recoupe aussi d'autres récits, notamment des réfugiés rwandais qui ont pu traverser le fleuve et se réfugier au Congo-Brazaville.

Signalons aussi que le président Kabila et l'Alliance ont toujours, toujours démenti avoir eu une politique de Massacre. Et le président Kabila a accepté il y a deux semaines, la venue d'une commission d'enquête de l'ONU pour faire la lumière sur les accusations portées contre l'Alliance. Il faudra donc attendre pour avoir des certitudes à ce propos.

Nous vous proposons donc ce document-récit de ce témoin. Situons le récit: la ville de MBANDAKA se trouve à la frontière ouest du pays, le long du fleuve. Un groupe de réfugiés rwandais est arrivé dans cette région après avoir traversé le pays d'est en ouest, depuis le Kivu donc jusqu'en MBANDAKA. Une partie des réfugiés a pu passer le fleuve avant l'arrivée des soldats de l'Alliance, raconte ce témoin oculaire. Les autres sont restés, notamment un groupe pris au piège au port fluvial de MBANDAKA. Et la fusillade a duré trois heures.

LE TEMOIN ANONYME (T.A.)

T.A.: A l'entrée des militaires de l'Alliance, ils ont trouvé des réfugiés à 25 km de MBANDAKA; ce que je peux appeler...Wendji. Là ils ont commencé par tuer les réfugiés qui étaient placés dans un site. Et là tout au long aussi de là, tout au long de la route entre Wendji et MBANDAKA, 25 km de parcours, ils ont tué plus de 300.

FRANCOIS RYCKMANS (F.R.)

F.R.: Vous dites « Ils », de qui parlez-vous?

T.A.: Je parle surtout des AFDL mais à voir de près, ce ne sont pas des militaires zaïrois, disons congolais, les ex-gendarmes katangais. Non on voyait bien nos frères nilotiques, les tutsi qui commençaient à tuer.

F.R.: Dans la colonne il y avait donc les deux sortes de soldats?

T.A.: Deux sortes de soldats. Ca se voyait même par leur physionomie.

Ils ont tué aussi, et là c'était un peu le carnage, au port de MBANDAKA. C'est un port bien ceinturé. Là les réfugiés n'avaient pas le choix. Ils ont beaucoup tué là-bas. Et ils les ont laissés là-bas. Et puis tout au long entre le port et l'aéroport de MBANDAKA, ça fait au moins cinq ou six km, ils ont tué tout au long de la route. Et c'était très sérieux. C'était très difficile. Les gens, je peux dire même les chiens, les petits enfants, si vous arrivez en MBANDAKA, les étudiants sont là. Tout le monde a vu comment c'est...les corps des réfugiés ça jonchaient là, ça a fait au moins deux jours. Personne ne les ramassait. L'AFDL a donné l'ordre que l'on commence à enterrer les réfugiés. La Croix rouge de MBANDAKA...ils ont commencé à enterrer. Et par après ils se sont rendu compte que c'est très dangereux. Ils ont demandé qu'on puisse jeter les corps dans le fleuve. Et il y a eu ce phénomène comme vous voyez, les Zaïrois, le Congolais, surtout les gens de l'intérieur, ils ne voulaient pas prendre le poisson encore comme ça frais, parce qu'ils disent que les poissons ont mangé les corps des hommes, alors il n'y a pas moyen encore de prendre ça. Et c'est ce qui a fait presque la rupture entre la population congolaise et l'armée de libération; ce sont ces genres de tueries là. Dès que par exemple, il y a des mamans qui courraient avec leurs enfants, une fois on abat la maman, on prend son petit, peut être de deux mois, trois mois, on le fracasse contre le mur. Le petit est parti, c'est fini. Sans gêne ni remords. C'est effroyable. Insupportable. C'est terrible.

F.R.: Les soldats congolais dites-vous ne participaient pas à ces massacres?

T.A.: Absolument. Je n'ai pas vu personnellement les soldats congolais tuer. Parce que les tueries ont commencé, ça a duré au moins deux semaines. C'est à dire que les réfugiés, les autres s'étaient enfui dans la forêt, dans les bois là comme ça chez nous. Après l'épuisement, la fatigue, ils sortaient. Par malheur s'ils croisaient un militaire tutsi, il les abattait.

F.R.: Comment est ce qu'on pouvait reconnaître un réfugié rwandais d'un congolais?

T.A.: Un réfugié rwandais, il est d'abord, on le voit, très sale. C'est quelqu'un aussi qui, apparemment, accuse des symptômes de quelqu'un qui est affamé. Et les cheveux un peu crépus comme ça. C'est pourquoi, ce qui est arrivé à MBANDAKA à leur entrée, quand les militaires tutsi tiraient sur les réfugiés, un militaire de la libération a fait une erreur, il a tué une folle zaïroise, et la population a crié.

F.R.: Une quoi dites-vous?

T.A.: Une folle qui était très sale. Elle se ressemblait à un réfugié aussi. Alors là les gens ont dit: « OBOMI ZAIROIS »-Vous avez tué une zaïroise-. Alors là, la Jeep va s'arrêter. Alors ils vont demander quoi.

Les témoins locaux cités par T.A.: Non maintenant vous avez tué une zaïroise. Elle n'était pas réfugiée.

T.A.: Le militaire là va descendre. Va tremper son doigt presque dans le sang de cette folle là la pauvre. Et puis va mettre le sang dans sa bouche, signe de protection ou quoi, de demande d'excuses ou quoi; et puis ils vont continuer. C'est ça le problème.

F.R.: Est-ce que c'était pour chasser les réfugiés ou est-ce que c'était pour les tuer?

T.A.: Pour moi j'ai compris qu'il y a extermination. Exterminer. C'est tuer les réfugiés, pas pour les chasser. Ils n'avaient pas de choix. Ce n'est que par après qu'on a vu le général là gendarme katangais qui a fait tout pour qu'on puisse garder les réfugiés, les mettre dans un site à côté de l'aéroport. Et ce n'est qu'après une semaine que les organismes internationaux sont arrivés pour prendre en charge les réfugiés.

F.R.: Donc d'autres officiers de l'Alliance auraient demandé qu'arrêtent les massacres?

T.A.: Zaïrois. Les officiers zaïrois. Congolais. Surtout les ex-gendarmes katangais. Oui on comprend que le problème n'était pas le problème avec les réfugiés, le problème était tutsi-hutu.

F.R.: Beaucoup de responsables de l'Alliance disent que ces réfugiés hutu...dans ces réfugiés hutu se trouvaient des anciens soldats qui avaient combattu avec les FAZ, les soldats de l'ancienne armée rwandaise.

T.A.: Il faut faire la part des choses. Les réfugiés sont démunis. Ce sont des gens affamés d'abord. Les ex-FAR, ce que j'appelle ici les Forces Armées Rwandaises, quand vous les voyez, ils sont costauds malgré la distance. Pourquoi? Ils ont les armes comme les militaires zaïrois. Partout où ils arrivent, ils terrorisent, ils ont à manger contrairement aux réfugiés civils qui n'ont rien. On les voit, ils sont d'abord affaiblis.

F.R.: Donc on distingue très clairement les anciens soldats des réfugiés?

T.A.: Au niveau de MBANDAKA c'est distingué...Les réfugiés civils quand ils arrivent, déjà ils ont fait presque des milliers (de km).

Mbandaka-Kisangani c'est déjà une affaire de mille et quelques km (800km) disons. Alors là ils sont identifiables. Là qu'on ne trompe personne. Les réfugiés qui sont arrivés à MBANDAKA on sait voir si celui-ci c'est un réfugié. D'abord il est fatigué, très sale, mais les FAR quand ils arrivent, ils sont encore bien portants. Parce qu'ils ont les fusils, dès qu'ils arrivent quelque part, ils terrorisent, ils ont les chèvres et tout ça et ils mangent. Même sans permission, il a la force, il tire peut-être à 100m, il peut tuer une chèvre là-bas.

F.R.: A combien évaluez-vous le nombre de victimes dans votre région de MBANDAKA?

T.A.: Ca peut arriver dans des...sur place à MBANDAKA dans des 4000. Quatre milles réfugiés tués.

F.R.: Il y a eu aussi un autre massacre le long d'une digue dans les marais.

T.A.: ...C'est la digue d'INGENDE. Là ils sont plus de trois milles(-3000-). Les MSF sont témoins. Si vous descendez à MBANDAKA, si vous fêtes un peu d'enquête, vous trouverez même des photos.

F.R.: Et alors vous expliquez que lorsque la colonne avance, il y a des Jeeps en tête justement pour cette opération-là?

T.A.: Ils sont entrés à MBANDAKA on a vu ça. Ce sont...quand les Jeeps entrent on trouve nos frères tutsi sont des guerriers, ils occupent les trois premiers Jeeps.

F.R.: Vous pensez qu'une enquête internationale va pouvoir permettre de révéler tout cela?

T.A.: Si on arrive à MBANDAKA, il n'y aura pas de secrets. Là je vous garantis. Tout le monde a vu, même les chiens; les petits enfants. C'était un scandale. Les cadavres jonchaient là deux jours durant.

F.R.: Donc vous dites si les enquêteurs arrivent à MBANDAKA, tout le monde saura?

T.A.: Tout le monde saura. Si les instances officielles ne vous disent pas la vérité, vous trouverez chez la population la plus simple, des gens qui n'ont aucune idéologie. Ils ne vont pas vous cacher ça.

F.R.: Qu'est ce que vous, vous ressentez après avoir vu tout cela?

T.A.: Un peu...cette libération, on a vu que le sens humain on a perdu ça. Les gens qui n'ont...nos gens ne nous ont pas donné de leçons. Ils n'ont aucun respect à la vie humaine. C'est terrible ça. C'est terrible. Et surtout, surtout, une libération qui s'accompagne avec les ...on a pillé MBANDAKA. MBANDAKA c'est une ville comme ça qui était un peu reculée comme ça. Nous avons aussi nos « KUMU » comme on dit; nos gens qui sont respectables, c'est à dire les notables. Mais on voit, ils ont pillé leurs maisons. Quelqu'un on connaît, quand ces types arrivent, on voit comment ils vendent leurs sandales, leurs véhicules, comment ça part tout ça. Ils habitent dans nos maisons, de nos KUMU. Ils ont presque violé. Ils n'ont aucun respect envers nos notables. Ils ont tout bousillé. Ce qu'ils voulaient bien va, disons ça franchement, vers le Rwanda. Des Jeeps, de tout ça, des salons...

PRESENTATEUR RTBF: Ce témoin restera donc anonyme. Quelques jours avant la chute de Kinshasa il a assisté à un massacre de réfugiés hutu rwandais par des soldats tutsi de l'Alliance de Laurent Désiré Kabila. Un témoignage recueilli par François Ryckmans.

Les massacres de KISANGANI et de MBANDAKA comme ceux de 1994 au RWANDA, restent tristement dans le souvenir des enfants rescapés. L'UNICEF a recueilli des témoignages accablants. Voici le reportage de Jacques Boyer de l'Agence France Presse. Genève, 6 août (A.F.P.):...

...E, un garçon de 13 ans, raconte ce qu'il a vu quand les rebelles ont pris le camp de réfugiés de KASESE, le 21 avril dernier. « Les militaires ont séparé les petits garçons des filles, et ils ont commencé par tuer les garçons. Par coups de feu, et après on les a découpés en deux », dit E. « Pour que s'ils ressuscitaient, ils ne puissent plus marcher », ajoute M. une fille de 15 ans interviewée en même temps.

L'UNICEF a recueilli dans un document regroupant une série d'interviews, ces témoignages d'adolescents et enfants sans parents en mai, juin et juillet dans des centre de transit à GOMA et KISANGANI avant leur retour au Rwanda.

« Le mardi, les militaires sont venus à six heures du matin avec des Zaïrois. Ils ont réuni les réfugiés, et quand ceux-ci étaient rassemblés, on a tiré dessus », ajoute E. Les Zaïrois ont ensuite creusé de profondes fosses pour jeter les cadavres, « pour que au cas où il viendrait des muzungu(des Blancs) », ils ne voient pas les corps. », dit E. « On a coupé avec une machette les bras d'une femme. Les Zaïrois venaient à la tente des ENA(Enfants Non Accompagnés) et coupaient avec des machettes. Après ils nous ont tiré dessus. Moi je suis la seule qui s'est sauvée », poursuit M., l'adolescente.

Son compagnon d'infortune est interrogé sur son souhait le plus fort:

« Je voudrais vivre toujours dans un orphelinat, avec des muzungu. Comme ça, je serai protégé. Peut-être après je serai fort pour vivre tout seul »...

D'autres récits de survivants viennent renforcer les nombreux témoignages recueillis sur une extermination parfois systématique des réfugiés. Les Nations Unies estiment à quelque 200.000 le nombre de Rwandais dont ses agences sont sans nouvelles après leur disparition dans les jungles de l'ex-Zaïre, rebaptisé République Démocratique du Congo (RDC)...

A F., un garçon de 17 ans interrogé à KISANGANI, on demande combien de réfugiés ont été tués quand son camp a été attaqué à UVIRA au début de l'offensive rebelle, à l'automne dernier. « C'est pratiquement tout le camp je peux dire, puisque nous sommes resté très peu dans notre groupe qui fuyait alors que nous étions 3.000 »

C., une fille dont l'âge n'est pas précisé, raconte la mort de plusieurs centaines d'autres personnes plus tard à MBANDAKA, à la frontière entre l'ex-Zaïre et le Congo. « Nous y sommes entrés le 13 mai 1997 vers 11 heures. Nous les(militaires)avons trouvés déjà là, ils nous attendaient pour nous achever. Le même jour, au moins 500 personnes sont mortes. Les réfugiés qui tentaient d'entrer dans le bateau pour fuir au Congo ont été surpris par les militaires qui les ont jetés un à un dans le fleuve », dit C.

M., interrogé à KISANGANI, dit avoir encore préféré le Rwanda, victime d'un génocide qui fit 500.000 morts en 1994, aux camps de l'ex-Zaïre. « Parce qu'au Rwanda, on tuait vite. Mais ici, les Zaïrois coupaient les gens avec la machette et les gens mouraient très lentement. Ils coupaient les jambes, arrachaient des yeux, coupaient des mains », dit-elle.

Les soldats avaient des ruses pour tuer les réfugiés cachés dans la forêt.

« Les militaires imitaient les enfants qui appelaient les mamans et quand les mamans s'approchaient, ils les tuaient » rapporte B., un garçon de 12 ans.

« La pire chose, me séparer de mes parents. Aussi la faim, au point de me coucher au bord de la route et attendre un bienfaiteur », dit O., un garçon de 5 ans.

Jlb/jhl/fa

« ACTION GROUP »

Ce nom de code signifie le groupe d'officiers rwandais de l'APR, l'Armée Patriotique Rwandaise, qui ont été chargés de la liquidation des réfugiés au Zaïre ou de leur accueil dans des lieux secrets de transit au Rwanda avant la destination fatale. Les plus tristement célèbres sont:

Colonel KABAREBE James: commandant en chef des opérations militaires dans l'ex-Zaïre. Il deviendra chef d'état major de la nouvelle armée congolaise, puis conseiller spécial Colonel IBINGIRA : commandant de la brigade Kigali-ville et Kigali rural. Nommé commandant du front Nord-Kivu dans l'ex-Zaïre. Connu aussi dans le massacre de KIBEHO d'où il tire le surnom de « Boucher de KIBEHO ». Après une mascarade de procès, il a été blanchi de ce massacre et envoyé d'abord dans le nord ouest du Rwanda pour d'autres opérations de liquidation de hutu avant d'être ramené sur Kigali.

Lt.-Colonel MUROKORE nommé commandant du front sud- KIVU dans l'ex-Zaïre. Fut commandant-adjoint du colonel IBINGIRA lors du massacre de KIBEHO Colonel NZARAMBA un transfuge des ex-FAR. Commandant de la Brigade 211(Brigade RUHENGARI-GISENYI)

Colonel NDUGUTEYE Retraité ayant fait les maquis du MOZAMBIQUE et de ZAMBIE A été adjoint de Paul KAGAME à l'état-major du FPR Colonel RWAHAMA Jackson Commandant de la police militaire rwandaise.

Major NZIZA Jackson, actuellement chargé de la sécurité dans la capitale congolaise KINSHASA. Impliqué dans l'assassinat du N°2 de l'AFDL, KISASE, zaïrois rebelle contre la domination tutsi dans l'AFDL. Ex-Ambassadeur du Rwanda à Nairobi; impliqué dans la tentative d'assassinat de l'ex- ministre FPR de l'intérieur Seth SENDASHONGA à Nairobi.

Tous obéissent aux ordres du général Paul Kagame du Rwanda et à son représentant résidant en RDC Bizimana Karahamuheto alias Bizima Karaha; ministre AFDL des Affaires étrangères.

LE JEU DES ALLIANCES

Outre les Gouvernements Occidentaux qui rivalisent d'influence sur le continent africain au point d'y sacrifier les principes démocratiques en règle d'or chez eux, les nouveaux chefs de guerre de l'Afrique centrale et orientale qui bénéficient donc du soutien des stratèges occidentaux, considèrent aussi à juste titre que la guerre se joue sur le front des Media comme elle se joue sur le champ de bataille, car c'est en Occident (Europe et Amérique du nord) que se nouent les alliances déterminantes pour la victoire sur le terrain.

« C'est très troublant, comme l'affirmait un démocrate ougandais Remigius KINTU devant la conférence annuelle de Paix&Justice du Maryland le 19 avril 1997, de voir que la plus grande démocratie du monde est en train de concocter des conflits en Afrique et en même temps se prétendre pacificatrice. Les Etats Unis sont les principaux fournisseurs d'armes à l'Ouganda en vue de leur utilisation dans la région des Grands Lacs.

« Lors de l'invasion du Zaïre, après la fuite des ONG, les Etats Unis prétendirent se soucier du sort des réfugiés hutu rwandais pris entre le feu croisé des envahisseurs et des forces zaïroises. Ils décidèrent d'établir un pont aérien pour transporter nourriture et autre aide humanitaire aux réfugiés coincés. Les aéroports de Kigali et Entebbe, lieux d'origine des envahisseurs, furent choisis comme centres de livraison pour les fournitures des Etats Unis qui étaient acheminées par route à l'intérieur du Zaïre.

« Parmi ces chargements de « nourriture et autre assistance humanitaire » expédiés à Entebbe en Ouganda, il y avait environ 176 véhicules blindés de transport de troupes-Armored Personnel Carriers (APCs). Ils furent transportés par route d'Entebbe à Goma au Zaïre. L'Ambassade américaine à Kampala annonça plus tard que le convoi entier des APCs avait été volé aussitôt qu'il s'était approché de la frontière ougando-zaïroise... Ni les autorités locales, ni l'Ambassade des E.U. n'ont rien tenté pour attraper les voleurs!

« Un membre du Congrès américain, Harry Johnston, est le défenseur de premier rang de l'hégémonie tutsi en Afrique centrale et orientale. Pendant qu'il présidait le Sous-Comité pour l'Afrique le 4 mai 1994, il ordonna à ceux qui témoignaient de ne pas mentionner le nom Ouganda pendant une audition sur le Rwanda. « Comment pouvait-on débattre de la crise du Rwanda dont les envahisseurs étaient présentés par le président ougandais comme des déserteurs de son armée et alors qu'ils continuaient de se renforcer en hommes, armes et munitions sur cette même armée ougandaise, sans parler donc de l'Ouganda qui constituait la base arrière du FPR?

« Comme par hasard, dans ces circonstances, le F.M.I. et la Banque Mondiale dominés par les Etats Unis, ordonnèrent à l'Ouganda dans le cadre des réformes économiques obligatoires pour obtenir leur soutien financier, une démobilisation de 40.000 soldats que le FPR allait vite récupérer pour sa progression au Rwanda.

« Plus récemment, durant sa visite au Rwanda en septembre 1996, le membre du Congrès, Johnston plaida en faveur de la politique visant à forcer les réfugiés à rentrer au Rwanda, ce qui va totalement à l'encontre de la Convention de Genève et des lois internationales régissant le traitement des réfugiés. Il déclara: « Cessez de les nourrir. Déménagez vos dispositifs d'aide alimentaire et installez-les à l'intérieur des frontières. Essayez d'obtenir que l'armée rwandaise et tanzanienne imposent la discipline. Qu'une force de sécurité escorte personnellement les réfugiés et leur fasse passer la frontière et les ramènent aux centres de distribution de nourriture » (Remigius KINTU) L'ancien secrétaire général de L'ONU Boutros GHALI, qui a manqué le renouvellement de son mandat à défaut du soutien américain, avait dénoncé cette politique cynique de Génocide par la faim. C'est manifestement ce qui s'est passé bien avant et pendant l'invasion du Zaïre. Et quand celle-ci surgit, elle fut accompagnée du massacre de réfugiés qui n'avaient plus la force de fuir et alors que les ONG étaient empêchées de les atteindre, tandis que des avions de reconnaissance américain signalaient aux troupes du général KAGAME servant dans l'AFDL avec comme mission première l'extermination des réfugiés hutu.

Les ONG, les Media, et même les organisations de défense des droits de l'homme ont été utilisés pour contrôler et déformer l'information. C'est ainsi que Jean Carbonnare membre d'une association française des droits de l'homme qui s'est personnellement illustré dans la défense hystérique de l'idéologie véhiculée par le FPR, est aujourd'hui conseiller politique à Kigali dans les hautes sphères du pouvoir. Récemment encore, une journaliste et un sénateur belges ont été médaillés pour ne pas dire décorés pour services rendus, par l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles; distinction qu'ils ont accepté sans sourciller. Pour avoir fait quoi?

Le sénateur Alain Destexhe, en compagnie du français Jean Carbonnare, avait fait partie en 1993 de la commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda depuis le déclenchement de la guerre par le FPR en octobre 1990. Sa commission n'a passé qu'une heure dans la zone contrôlée par le FPR et n'avait pu interroger de témoins sans la présence de soldats du FPR. Dans les conclusions, la commission s'excusa de n'avoir pas eu le temps d'approfondir l'enquête côté FPR. Alors que les victimes civiles innocentes du FPR se comptaient déjà par milliers, les résultats de l'enquête furent accablants pour le seul côté gouvernemental.

Le sénateur grand défenseur des droits de l'homme, comme son ami français, ne trouve aujourd'hui rien à dire sur la vie nationale rwandaise émaillée quotidiennement de graves violations des droits humains. Outre les massacres de populations hutu, les assassinats et disparitions ou la mise à l'écart visant des personnalités politiques et militaires non issues de la famille FPR se succèdent tous les mois depuis particulièrement le début de 1997. Le sénateur belge s'est encore récemment illustré dans sa défense partielle du dossier Rwanda lors de la commission sénatoriale belge consacrée principalement à lever le voile sur la mort des dix casques bleus belges au Rwanda, mais qui a fait une analyse globale de la situation qui prévalait dans ce pays sinistré.

Aucune responsabilité du FPR qui a inauguré une guerre sans précédent au Rwanda (crime contre la paix), ses manœuvres autant que celles du président rwandais sur le climat politique notamment le blocage de la mise en application des Accords de paix d'Arusha n'aura curieusement pas été relevée dans cette commission, pas plus que la volonté de lever le voile sur toutes les zones d'ombre, notamment sur l'attentat fatal contre l'avion des présidents HABYARIMANA du Rwanda et NTARYAMIRA du Burundi, dont certaines hypothèses n'excluent pas l'implication de la Belgique. Tout le monde sait que, en dépit des thèses sur la planification du génocide anti-tutsi de 1994, il y a fort à parier que sans la guerre du FPR et l'assassinat du président rwandais, le génocide n'aurait pas eu lieu, la mort des casques bleus belges non plus.

Ce débat parlementaire belge a cependant le mérite d'avoir été tenté. Les Rwandais réunis dans une démarche de réconciliation devraient faire de même. Les pays de la région devraient faire une autocritique sur leur rôle dans le drame du Rwanda et du Burundi au lieu de faire des sommets pour couvrir d'autres massacres. Les Français, les Américains et les Anglais aussi. La France est en cours d'auditions, et bientôt la synthèse.

Enfin, une grande conférence des journalistes occidentaux qui se sont illustrés dans la couverture des événements du Rwanda mérite également d'être initiées.

La journaliste Collette Braeckman du SOIR, beaucoup plus que sa collègue Marie France Cros de La Libre Belgique, est jusqu'aujourd'hui myope sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, mais elle n'est pas la seule. Elle ne voit pas non plus le détournement de tout pouvoir en faveur d'une seule organisation politico-militaire qui impose une domination ethnique totale dans un gouvernement et des institutions qui se prétendent d'union nationale. Sur 70 parlementaires nommés, 48 sont tutsi dans un pays où les hutu étaient 85% de la population. Les quelques hutu dans ce parlement et dans d'autres institutions du pays ne sont que des figurants.

Avec ces distinguées personnalités américaine, française et belge au service non d'une idée mais d'un groupe de Rwandais qui leur convient le mieux, toute une panoplie d'organisations de défenseurs des droits de l'homme contre le Rwanda sous HABYARIMANA, est curieusement actuellement au repos du guerrier car pour eux, il ne se passe manifestement plus rien de blâmable dans ce pays.

C'est notamment le cas du Comité présidé par M.Gasana Ndobu à Bruxelles, ou la fameuse Africa Right de Rakia Omar à Londres pour ne citer que les plus connus. Si on lit encore quelque chose de leur plume sur le Rwanda, c'est tout juste pour apprendre que les increvables (?) Interahamwe réapparaissent au Rwanda et tuent des rescapés du génocide. Ils se sont convertis aujourd'hui en détracteurs pour discréditer la bonne foi des organisations de défense des droits de l'homme qui osent critiquer le pouvoir actuel au Rwanda. Et lorsque ces organisations sont rwandaises, le mot d'ordre est de leur coller l'étiquette d'extrémiste quand ce n'est pas celle de génocidaire. Les organisations étrangères, elles, auront le droit à la médaille des « Révisionnistes »

SILENCE ON TUE!

Sur le terrain, les accès aux zones de combat ou bien toute autre zone sensible sont strictement contrôlés. Ainsi, le gouvernement a tout le loisir de rejeter tout rapport sur des exactions commises dans un espace territorial dont il est sûr qu'aucun témoin gênant n'y avait accès. Par exemple, l'armée gouvernementale rwandaise vient d'être accusée, par deux rapports(ONU et AI) qualifiés « d'invention » par les autorités rwandaises, d'avoir tué de très nombreux civils désarmés dans le nord-ouest du Rwanda. « Les soi-disant moniteurs des droits de l'homme ne sont même pas allés sur le terrain et donnent des chiffres précis, c'est une invention » a déclaré Claude DUSAIDI, proche conseiller du vice-président et ministre de la défense, le général Paul KAGAME. Amnesty International est accusé de choisir le camps des génocidaires. Le rapport de l'ONU sur les massacres des réfugiés au Zaïre sera qualifié de révisionniste par Kigali et rejeté par Kinshasa. Beaucoup d'organisations humanitaires qui travaillaient à l'intérieur du Rwanda ont été expulsées parce que leur présence était gênante pour les opérations de liquidation de personnes qui se préparaient. La mission de l'ONU des observateurs des droits de l'homme plie bagages également pour les mêmes raisons. Toujours à l'intérieur du Rwanda, après avoir dissuadé toute présence étrangère y compris des observateurs des droits de l'homme de l'ONU, les attaques d'infiltrés permettent aujourd'hui à l'APR, l'armée gouvernementale issue du Front Patriotique Rwandais d'exterminer des civils innocents dans plusieurs régions, particulièrement dans le nord-ouest à haute densité démographique hutu. Les prisonniers présumés coupables de génocide sont transportés et liquidés dans les zones de combats.

Des officiers et officiels extrémistes du FPR bien connus à Kigali n'hésitent pas à prophétiser tout haut que d'ici quelques années, on pourra s'interroger à quel type d'homme ressemblait un hutu.

Beaucoup de religieux étrangers, hommes de terrain, ont été assassinés dans une stratégie d'intimidation. Les missions religieuses qui généralement sont au courant de ce qui se passe sur les collines et rendent compte par fax au Vatican via leurs maisons-mères, ont choisi le silence. Le Pape sait tout, mais il se tait lui-même.

En réalité, pour tous les gouvernements donateurs, les calculs diplomatiques sacrifient les droits de l'homme. Signe des temps, les ministres occidentaux se bousculent à Kigali et à Kinshasa pour proposer aide et coopération tout en sachant que les populations sensées être les bénéficiaires de ces aides, meurent chaque jour sans défense sous les balles de ceux qui sont sensés devoir les protéger ou que les devises octroyés servent en priorité à acheter des armes sophistiquées pour l'extermination rapide et massive des populations innocentes quand ils ne disparaissent pas dans des caisses et des comptes privés non contrôlés par la Banque Nationale. Celle-ci ignore par exemple tout de la gestion du Ministère rwandais de la Défense qui a des comptes dans une Banque privée nouvellement créée et contrôlée par une poignée de grands bonnets du FPR. Les loyers de la plupart des maisons réquisitionnées arbitrairement aux hutu réfugiés, emprisonnés, disparus ou assassinés, sont notamment versés dans cette banque (BCDI) des « Rwandais Nouveaux ».

Mais selon des témoignages avisés, les investissements financiers internationaux sous l'égide des E.U. dans la région doivent aussi permettre la création des armées efficaces pour des expéditions militaires que les Occidentaux ne peuvent plus opérer directement. Ainsi des camps d'entraînement ont été d'abord créés en Ouganda, ensuite à Kigali et bientôt au Zaïre. Après le Rwanda et le Zaïre, maintenant le Burundi, le Congo et le Kenya. Bientôt le Soudan. MUSEVENI est financé pour une mission de mettre l'ordre anglo-saxon dans tous ces pays. Et pour anoblir ces opérations, les Etats Unis proposent aux Africains de leur former des forces d'intervention rapide. Le choix de l'Ouganda comme centre d'entraînement et de fournisseur de formateur militaire de la région est significatif. Mais qui est l'ennemi du Rwanda justifiant son armement?

L'intéressement de Dakar ne trompe personne. L'Ouganda est le principal point de départ de toutes les expéditions militaires de la région. Il est désormais jumelé avec le Rwanda dans cette mission. On voit mal comment ces pays « exemptés » des principes universels de la démocratie et du respect des droits de l'homme en échange des services rendus aux puissances étrangères au mépris de leurs peuples respectifs, voudront arrêter l'élimination de personnes et des groupes de personnes du moment qu'elles gênent leur domination ou empêchent leur progression dans les nouvelles conquêtes. Au demeurant, à l'intérieur du Rwanda, l'élimination massive des anciens citoyens permet aux nouveaux de régler de nombreux dossiers de propriétés sans autre forme de procès.

Le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, le Congo, n'ont pas besoin de démocratie africaine à la rwandaise ou à l'ougandaise, ils ont besoin de DEMOCRATIE tout court. Que cela plaise ou non à certains, les Nègres ont lu Montesquieu tout comme Thomas Jefferson l'avait fait à son temps. On sait depuis Platon que la Démocratie est le pire des systèmes de gouvernement à l'exclusion de tous les autres, mais personne n'a encore inventé le meilleur et c'est celui-là que veulent les Africains, comme l'ont voulu les Américains, les Européens et quelques autres avant eux. La démocratie passe par le pluralisme des idées avec autant de groupes de personnes qui incarnent ou qui se reconnaissent dans ces idées.

Le système de « démocratie sans partis » tant vanté en Ouganda et qui risque d'être le modèle de tous les « Libérateurs » de l'Afrique centrale aboutit nécessairement à une sorte de parti-Etat insaisissable mais omniprésent et, plus grave encore, oppresseur.

On est très loin de l'Etat de droit proclamé par les maquisards avant leur conquête du pouvoir. Nous assistons en permanence à l'intimidation des citoyens qui ont renoncé à tous leurs droits, y compris de propriété, pour avoir la vie sauve. A ceux qui parlent de libérateurs dans la région des grands lacs, nous adressons cette note de réflexion:

Un peuple libéré sans savoir d'où vient le vent, est un peuple esclave.
Un peuple qui se libère lui-même, est un peuple épanoui, maître chez soi.
Les règles de la société sont faites par lui, en lui et pour lui.
Il ne connaît « d'homme fort » que le droit.
Le législateur est le gardien de ses intérêts. L'administrateur, le politicien, le juge et le militaire sont ses serviteurs.